



Titre du projet : **Jèn Yo La (Les jeunes sont la !)**

Donateur : Comunità Impegno Servizio Volontariato (CISV) et Observatoire de la Jeunesse Haitienne (OJH)

LIGNES DIRECTRICES

À l'intention des Demandeurs de projets

APPEL À PROPOSITION DES MICRO-PROJETS

Plan

1.- Contexte de l'Appel	3
2.- Objectif de l'appel	4
3.- Résultats attendus	5
4.- Types d'entités éligibles	5
5.- Types d'activités/propositions éligibles	5
6.- Financement et coûts éligibles	6
7.- Détermination du budget	7
8.- Durée de l'action	8
9.- Documents à soumettre	8
10.- Étapes à suivre	8
11.- Où envoyer les demandes ?	8
12.-Critères de sélection des propositions et Grille d'évaluation	8

1.- Contexte de l'Appel

Cet appel à proposition rentre dans le cadre de l'exécution du projet Jèn yo La (JYL) qui est conçu pour Contribuer à la démocratie participative en Haïti à partir de la construction de processus politiques inclusifs, sûrs et sécurisés favorables à la participation civique et politique de divers jeunes hommes et femmes et à leur mobilisation sociale en faveur de la justice sociale, la paix et l'égalité entre les sexes. L'action est financée par le Fonds des Nations Unis pour la Consolidation de la Paix (PBF) en Haïti et mise en œuvre sur la période de 24 mois entre 29 Mars 2023 et 26 Mars 2025 dans le cadre d'un partenariat stratégique et opérationnel entre le Consortium ProgettoMondo (**PMM**) et Comunità Impegno Servizio Volontariato (**CISV**)- le Groupe Médialternatif (**GM**), l'Observatoire de la Jeunesse Haïtienne (**OJH**)

Conscients que les prochaines élections posent des défis majeurs, en particulier relatifs à la capacité des acteurs clés du processus électoral à contribuer à la réalisation des élections inclusives et pacifiques, dont les résultats seraient acceptés par les candidat.e.s et qui aboutiraient à investir les élus d'un mandat légitime, les codemandeurs ont élaboré leur proposition sur la base d'une étude de faisabilité ouverte et participative qui a permis de détecter les besoins prioritaires de la société civile en particulier les jeunes pour renforcer la participation citoyenne aux processus électoraux.

En partant du constat que les jeunes (hommes et femmes) sont les victimes, cibles des violences électorales, ils.elles sont souvent laissés.es en dehors de la vie politique et publique. Malgré leur potentiel en tant qu'acteurs.trices clé pour la construction de la paix et d'une société démocratique, les jeunes hommes et femmes ne s'intéressent pas aux processus décisionnels et électoraux, ne disposent pas de connaissances en termes d'éducation civique et citoyenneté active et sont souvent utilisés.es pour créer des désordres/violences en période électorale. Le projet vise à les transformer d'acteurs.trices « neutres » et/ou de conflits en acteurs.trices de paix, à les conscientiser sur la valeur énorme qu'ils.elles ont en tant que représentants,tes et décideurs.es de l'avenir du pays.

Les OSC de jeunes essayent de se positionner comme interlocuteur crédible dans le cadre du dialogue des politiques nationales et locales. Cependant, force est de constater que leur faible structuration interne, leur partielle couverture thématique en termes de politiques de la jeunesse, ainsi que la connexion entre national et local demeurent extrêmement faibles, ce qui les empêchent de devenir le contre-pouvoir nécessaire pour endiguer la violence socio-économique chronique du pays. Les OSC devraient se coordonner, partager leurs connaissances afin de pouvoir accompagner les organes de l'Etat, encore plus dans le domaine de la jeunesse, car le rôle de la société civile est capital pour renforcer l'équilibre démocratique au sein du pays. L'appui à la structuration de réseaux d'OSC dirigés par des jeunes hommes et femmes, s'inscrit en ligne droite avec cette nécessité.

La stratégie d'intervention a été, donc, élaborée afin de rendre plus inclusifs et transparents les processus électoraux en Haïti. Et la **théorie du changement au niveau du projet dit ceci** :

SI les autorités compétentes sont mieux habilitées à prévenir, enregistrer, suivre et traiter les cas de violences électorales et politiques lors de toute la période électorale et la collaboration dans la prévention et gestion des violences électorales avec les OSC de jeunes est renforcée ;

SI les jeunes sont suffisamment sensibilisés aux questions relatives aux politiques de jeunesse, à la politique nationale et locale et à la gestion publique et à leur rôle en tant qu'acteurs, trices clés pour la construction et pérennisation de la paix ;

SI les journalistes sont plus conscients du rôle clé qu'ils.elles jouent en période électorale et sont mieux habilités à garantir une meilleure couverture médiatique répondant à leur code éthique, ainsi que de soutenir l'intégration des jeunes hommes et femmes dans la gestion publique ;

SI les capacités d'audit électoral des OSC dirigées par des jeunes et le partenariat avec les instances étatiques en charge des élections sont renforcées ;

ALORS les conditions requises pour la participation civique et politique des divers jeunes pour leur mobilisation sociale en faveur de la justice sociale, la paix et l'égalité entre les sexes seront réunies ;

CAR la réalisation d'élections paisibles, sûres, dont les résultats sont acceptés par tous.te.s les candidat.e.s en tant qu'enjeu majeur des prochaines élections passe par des processus politiques inclusifs, sûrs et sécurisés contribuant ainsi à la consolidation de la paix et au développement du tissu social en Haïti.

Tenant compte de la nécessité que les associations de jeunes membres des réseaux, doivent réaliser elles-mêmes des actions pour une meilleure couverture et atterrissage de la vision du projet. Ce présent appel à proposition est lancé en vue de financer 13 initiatives portées par les associations de jeunes soit seule ou en consortium dans les 12 communes cibles des départements de l'Artibonite, Plateau Central et l'Ouest.

2.- Objectif de l'appel

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet Jèn Yo La (JYL), cet appel à proposition cherche à soutenir des initiatives locales visant à contribuer à la démocratie participative en Haïti à partir de la construction de processus politiques inclusifs, sûrs et sécurisés favorables à la participation civique et politique de divers jeunes hommes et femmes et à leur mobilisation sociale en faveur de la justice sociale, la paix et l'égalité entre les sexes. D'une manière spécifique, il s'agit de :

- Renforcer les capacités des organisations ainsi que des institutions locales des communes de Gonaïves, Gros Morne, Ennery et Anse Rouge dans le département de l'Artibonite et les Communes de Port-au-Prince, Delmas, Gressier, Tabarre du département de l'Ouest et Hinche, Mirebalais, Laschaobas et Cerca La Source dans le Centre afin qu'elles puissent contribuer activement à la diminution de la violence électorale et la participation citoyenne dans les prochaines élections en Haïti ;
- Stimuler la participation des acteurs locaux dans la consolidation de la démocratie, en promouvant les pratiques de veille citoyenne des processus politiques;
- Renforcer l'interaction démocratique des OSC de jeunes et institution publique dans la gestion et la sécurisation du processus électoral en cours à travers des échanges et dialogue entre les organisations de la société civile, la PNH et le CEP.
- Sensibiliser la population sur leur devoir citoyen de participation dans le processus électoral pour assurer que des élections crédibles soient réalisées.

- Favoriser la contribution des OSC de jeunes dans la mise en œuvre de politique électorale fiable qui puisse apporter des réponses pour la réalisation d'élections non violentes

3.- Résultats attendus

- Les OSC de jeunes ont renforcé leurs capacités de gestion technique et administrative des projets de veille des processus électoraux et de participation citoyenne ;
- Les OSC de jeunes mobilisent des ressources communautaires pour la mise en place des initiatives de soutien aux activités qui puissent assurer la réalisation d'élections démocratique en Haïti ;
- Les OSC de jeunes exécutent des initiatives qui soutiennent efficacement les résultats et objectifs visés par le projet, à savoir la réalisation des prochaines élections crédibles, transparente, participative et démocratique.

4.- Types d'entités éligibles

Pour accéder à une subvention, l'organisation demanderesse doit satisfaire les conditions suivantes :

1) Être un réseau d'organisation de jeunes constitué dans le cadre du projet, une OSC/OCB de jeunes seule ou en consortium avec d'autres OSC/OCB de jeunes membre d'un réseau. Il ne sera admis aucun type d'organisation à but lucratif (société en noms collectifs ou de société anonyme) et/ou non indépendante et/ou avec des principes discriminatoires relatifs à la religion, l'appartenance politique, ethnique, le genre, l'orientation sexuelle.

2) Les Organisations demanderesses (chef de file) devront :

- être légalement reconnues par la direction de tutelle (MAST) et ou inscrites aux registres des autorités municipales (Mairie) et/ou départementales compétentes;
- Avoir un compte dans une institution financière (Banque, Caisse populaire et autres)

3) Les Organisations demanderesses et les codemandereses devront être basées (siège social) dans l'une des communes cibles du projet. Dans le cas de consortium, la demanderesse devra être basée dans la commune où elle se présente et la zone cible de l'action proposée devra être couverte par l'activité et/ou base sociale des autres membres du consortium. Autrement dit, les porteurs, euses devront cibler des zones où ils, elles sont déjà présents, tes.

5.- Types d'activités/propositions éligibles

Les différents types d'activités susceptibles de bénéficier de ce soutien financier devront Contribuer à la démocratie participative en Haïti à partir de la construction de processus politiques inclusifs, sûrs et sécurisés favorables à la participation civique et politique de divers jeunes hommes et femmes et à leur mobilisation sociale en faveur de la justice sociale, la paix et l'égalité entre les sexes; à l'Amélioration de la qualité de gestion et de prévention des conflits en période pré-électorale par les organisations de jeunes et les acteurs impliqués dans le processus, à l'augmentation du niveau de participation des OSC dirigées par des jeunes à l'audit social des processus électoraux et des politiques pour la consolidation de la paix, la participation inclusive des catégories vulnérables; à l'augmentation du nombre de jeunes futurs.es électeurs.trices et jeunes citoyens.nnes des zones rurales et urbaines qui s'intéressent à la vie politique, aux politiques de jeunesse et à la gestion publique.

Voici une liste d'activité non exhaustive :

- Échange entre des organisations de la société civile, le CEP et la PNH pour l'alimentation en information, la prise de décision pour mitiger les violences électorales à travers la plateforme en ligne d'alerte rapide communautaire;
- Mobilisation et préparation pour la création d'observatoires électoraux (observation et rapportage des processus électoraux, comptage parallèle des votes et vérification des résultats du scrutin, communication des résultats) ;
- Monitoring/Echange des médias audiovisuels, de la presse écrite et de la presse en ligne;
- Organisation d'émissions radios interactives/jeux radiophoniques OSC – aspirants.tes candidat.e.s aux prochaines élections;
- Organisation de journées communales avec l'implication des partis politiques pour promouvoir la transparence et la redevabilité des processus électoraux;
- Initiatives culturelle/socio-sportive visant la promotion de la non-violence électorale ;
- Forum, débats sur la citoyenneté et la participation politique des jeunes

6.- Financement et coûts éligibles

Montant maximum pouvant être distribué : 156000 USD qui est repartis en deux trois lots

Lot1 : Montant 52000 USD pour 5 initiatives dans les 4 communes (Port-au-Prince, Delmas, Gressier, Tabarre) cibles du département de l'Ouest.

Pour ce lot une proposition obligatoirement par un consortium d'organisation pour des actions touchant les quatre communes peut varier d'un montant de 15,000 à 20,000 USD.

Les autres propositions doivent couvrir le territoire d'une commune, dans la fourchette de 6000 USD-8000 USD chacune, ils peuvent être en consortium ou seule.

Lot 2 : Montant 52,000 USD pour des initiatives dans les 4 communes (Gonaïves, Gros Morne, Ennery et Anse-Rouge) cibles du département de l'Artibonite.

Pour des propositions varient entre 10000-13000 USD, il est fortement encouragé à se présenter en consortium

Lot 3 : Montant 52000 USD pour des initiatives dans les communes (Hinche, Mirebalais, Laschaobas et Cerca La Source) cibles département du Centre.

Pour des propositions varient entre 10,000-13,000 USD, il est fortement encouragé à se présenter en consortium

Pour tous les lots, le demandeur chef de file ne peut pas avoir plus d'un financement dans le cadre de cet appel à proposition.

Pour chaque initiative :

- 15 % pour l'assistance technique spécialisée relative au secteur d'intervention du financement qui sera réalisée au cours de toute la durée de l'action et de façon ponctuelle selon les besoins identifiés ;
- 10 % pour le suivi technique et administratif qui sera assuré de façon permanente par le projet ;
- 75 % du total sera directement utilisé pour l'implémentation des actions prévues dans les projets et les coûts liés.

Pour l'implémentation des actions, les coûts éligibles sont ceux liés aux volets suivants:

- **Personnel du projet et les participants des activités** (salaires, frais de déplacement);
- **Équipements et matériels** nécessaires à la réalisation activités de production, transformation ou commercialisation ;
- **Matériels didactiques** pour les activités de formation et de sensibilisation;
- **Bureau local** : (Location bureau, fournitures de bureau, autres services, etc.) ;
- **Stock de produits et/ou intrants**
- **Autres coûts**: (frais de publication d'outils de communication et sensibilisation, formateurs et facilitateurs des formations, consultants pour des appuis techniques ponctuels...).

Il ne sera pas admis, les coûts liés :

- À l'acquisition de terrain ;
- Aux activités de microcrédits ;
- À la construction de bureau ;
- Aux activités de transfert de cash aux bénéficiaires (cash for work, ou cash for food) ;

7.- Détermination du budget

7.1. Modalités de financement par le projet Jèn Yo La(JYL)

Le projet mettra à la disposition de chaque action le financement et sera transmis à chaque bénéficiaire de cette manière en Gourde Haïtienne :

- 45% des financements à la signature du contrat ;
- 45% après la soumission des rapports intermédiaires ;
- 10% après la validation des rapports.

7.2. Cofinancement

Comme condition pour pouvoir accéder au financement, le porteur doit prouver qu'il est en mesure d'apporter une contribution d'au moins 10% des coûts directement liés à l'implémentation de l'action proposée.

Il ne s'agit pas d'un cofinancement directement monétaire, mais plutôt une contribution en nature (par ex. main d'œuvre, terrains, locaux des bénéficiaires, autres), qui constitue en même temps une responsabilisation des bénéficiaires pour une gestion efficiente, efficace et transparente des fonds pour l'implémentation d'initiatives qui soient en ligne avec la stratégie de l'action.

8.- Durée de l'action

Pour la mise en œuvre de l'action proposée, le porteur doit prouver qu'il sera en mesure de le faire entre la période allant de Novembre 2024 à Mars 2025.

Toutefois, le mécanisme de suivi après l'exécution de l'action doit clairement apparaître dans le calendrier.

9.- Documents à soumettre

Le formulaire de demande, le calendrier prévisionnel et le tableau de budget en annexe, rempli sur format digital : 1 Copie digitale au courriel électronique haiti.cisvpmm@gmail.com et 1 dossier en papier. Les demandes sont complétées en créole ou en français. Il est possible de rajouter des lignes dans le dossier, mais l'ensemble ne doit pas dépasser 25 pages ;

Le demandeur ajoutera au dossier de demande les annexes suivantes :

- Copie des statuts de l'organisation ;
- Copie de la fiche d'inscription à une instance publique concernée (Ministère des Affaires sociales et du Travail, Mairie);
- Relevé d'identité bancaire (banque commerciale ou coopérative reconnue) ou financière de l'organisation - compte courant en Gourde ou en Dollar ;
- Copie du procès-verbal de la dernière Assemblée Générale ;
- Copie de la matricule fiscale (NIF) à jour ;
- Patente à jour ;
- Lettre de partenariat pour chaque codemandeur (dans le cas d'un consortium) ;
- Lettre de confirmation membre d'un réseau signée par la hiérarchie ;
- Lettre de couverture.

10.- Étapes à suivre

- Date limite de soumission des dossiers : **Vendredi 18 Octobre 2024 à 16h00.**
- Analyse des dossiers soumis par le comité d'évaluation : **Mardi 22 Octobre 2024**
- Restitution et publication des résultats : **Vendredi 25 Octobre 2024**
- Séance de recadrage : **Vendredi 04 Novembre 2024**
- Signature des accords de financement : **04 Novembre 2024**
- Exécution des micro-projets : **du 04 novembre au 26 mars 2024**

11.- Où envoyer les demandes ?

La soumission d'une demande par un porteur éligible se fait sur présentation des documents requis et dans le délai prévu au bureau de CISV/PM sis à l'adresse suivante : 29, impasse Pétion, Puits Blain4, Pétion ville pour le Département de l'Ouest et # 1; Ruelle Penpen, Gateau, Gonaïves pour le département de l'Artibonite; Au local de la Bibliothèque Municipale de Hinche, Campagne, Hinche pour le département du Centre.

12.-Critères de sélection des propositions et Grille d'évaluation

Les **critères de sélection** des entités et d'octroi du soutien financier qui seront pris en compte sont :

- La capacité organisationnelle, technique et financière du sollicitant;
- La pertinence avec les besoins des bénéficiaires et avec lignes directrices du projet Jèn Yo La (JYL) ;

- L'alignement avec les lois de la république sur l'organisation d'élections crédibles et non violentes;
- La cohérence interne de la conception, faisabilité et durabilité, impact;
- L'inclusion suffisante dans la proposition des actions de suivi, assistance technique;
- La promotion de l'équité de genre, du dialogue interinstitutionnelle, de l'inclusion de groupes marginaux et vulnérables ;

NB : La soumission de tous les documents requis est obligatoire et seuls les dossiers complets seront évalués. Note minimale : 40 sur 70

Critères d'évaluation	Notes	
1. Pertinence de l'action	Sous-note	30
1.1 Dans quelle mesure la proposition est-elle pertinente par rapport aux objectifs, résultats et stratégies de l'appel à proposition ?	10	
1.2 Dans quelle mesure la proposition est-elle pertinente par rapport aux besoins particuliers et contraintes du département et communes ciblées par l'appel ?	10	
1.3 Dans quelle mesure les parties concernées (bénéficiaires finaux, groupes cibles) sont-elles clairement définies et choisies de manière stratégique? Leurs besoins ont-ils été clairement définis et sont-ils convenablement abordés dans la proposition ? / les groupes cibles sont-ils directement impliqués dans la réalisation des actions ?	5	
1.4 La proposition contient-elle des éléments spécifiques apportant une valeur ajoutée, tels que des aspects environnementaux, la promotion de l'égalité hommes/femmes et de l'égalité des chances, les besoins des personnes handicapées, les droits des minorités ou l'innovation et les meilleures pratiques ?	5	
2. Conception de l'action	Sous-note	40
2.1 Dans quelle mesure la conception générale de l'action est-elle cohérente ? En particulier, reflète-t-elle l'analyse des problèmes, tient-elle compte des facteurs externes ainsi que des parties prenantes concernées ?	10	
2.2 L'action est-elle faisable et logique par rapport aux objectifs et résultats escomptés ?	10	
2.3 L'action est durable ?	10	
2.4 Le budget respecte les rubriques et les montants prévus dans l'appel ?	5	
2.5 La capacité technique et de gestion du demandeur est prouvée ?	5	
NOTE TOTALE		70